



NATIONS UNIES
SENEGAL



ÉQUIPE PAYS DES NATIONS UNIES



**RAPPORT
SUR LES RESULTATS DE 2022**

Sénégal



Abréviations fréquemment utilisées dans le document

ADEPME	Agence de Développement et d'Encadrement des Petites et Moyennes Entreprises
AEP	Adduction en Eau Potable
AGR	Activités génératrices de revenus
ANACIM	Agence Nationale de l'Aviation Civile et de la Météorologie
ANCPT	Agence Nationale de la Case des Tout-petits
ANGMV	Agence Nationale de Grande Muraille Verte
ANSD	Agence Nationale de la Statistique et de la démographie
APROVAG	Association des Producteurs de la Vallée du Fleuve Gambie
ARD	Agence Régionale de Développement
ATPC	Assainissement Total Piloté par les Communautés
BBB	Building Back Better
BOS	Bureau Opérationnel de Suivi du Plan Sénégal Emergent
CCA	Common Country Analysis
CCI	Centre du Commerce International
CDPE	Comité Départemental de Protection de l'Enfant
CEDEAO	Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CES	Cellule économie de la santé
CESE	Conseil Economique Social et Environnemental
CLM	Cellule de Lutte contre la Malnutrition
CMU	Couverture Maladie Universelle
CNAV/BCV	Cellules nationales d'appui à la vulgarisation des banques céréalières villageoises
CNCR	Conseil National de Concertation et de Coopération des Ruraux
CNRF	Centre National de Recherches Forestières
COPILDV/GF/ COVID-19	Comité de Pilotage de la plateforme nationale sur les Directives volontaires et la gouvernance foncière au Sénégal COVID-19 fait référence à « Coronavirus Disease 2019 », la maladie provoquée par un virus de la famille des Coronaviridae, le SARS-CoV-2.
CPDN	Comité de pilotage du dialogue national
DAPSA	Direction de l'Analyse, de la Prévision et des Statistiques Agricoles

DEEG	Direction de l'Équité et de l'Égalité de Genre
DER	Direction de l'Entreprenariat Rapide
DGPSN	Délégation Générale à la Protection Sociale et à la Solidarité Nationale
DIPE	Développement intégré de la Petite enfance
DSME	Direction de la Santé de la Mère et de l'Enfant
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture
FCD	Fonds Décentralisés d'Adaptation au climat
FDAL	Fin de la Défécation à l'Aire Libre
FEM	Fonds pour l'Environnement Mondial
FIDA	Fonds International de Développement Agricole
FNDASP	Fonds national de développement agrosylvopastorale
FNUAP	Fonds des Nations Unies pour la Population
GAR	Gestion Axée sur les Résultats
GHM	Gestion de l'Hygiène des Menstrues
GIE	Groupement d'Intérêt Economique
HACT	Approche Harmonisée des Transferts de Fonds
HCCT	Haut Conseil des Collectivités Territoriales
HIMO	Haute Intensité de Main d'œuvre
IEC	Information, Education et Communication
INP	Institut National de Pédologie
IREF	Inspection Régionale des Eaux et Forêts
ISRA	Institut sénégalais de Recherche Agricole
MAER	Ministère de l'Agriculture et de l'Équipement Rural
LNOB	Leave No One Behind
MDE	Maison des Eleveurs
MDIPMI	Ministère du Développement Industriel et des Petites et Moyenne Industries
ME	Mariage d'Enfant
MEFPA	Ministère de l'Emploi, de la Formation Professionnelle et de l'Artisanat
MEN	Ministère de l'Education Nationale
MGF	Mutilations génitales féminines
MIJA	Modèle d'insertion des jeunes agri-preneurs
MSAS	Ministère de la Santé et de l'Action Sociale
ODD	Objectifs du Développement Durable
OFNAC	Office national de lutte contre la fraude et la corruption
ONUDI	Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel
OP	Organisation de Producteurs
PAA	Purchase Africa from Africans
PAF/AGRIFED	Projet d'Appui aux Femmes dans l'Agriculture et le Développement Durable
PAM	Programme Alimentaire Mondial
PAP2A	Programme d'Actions Prioritaire Accéléré et Ajusté
PARFA	Projet d'Appui à la Résilience des Filières Agricoles
PASEMEPP	Projet multi-acteurs d'appui au suivi et à l'évaluation des politiques publiques

PCIME	Prise en charge intégrée des Maladies de l'Enfant
PCP	Programme de partenariat Pays
PDC	Plan de Développement Communal
PE	Protection de l'Enfant
PEC	Prise en Charge du paludisme
PME	Petite et moyenne entreprise
PNBSF	Programme National de Bourse de Sécurité Familiale
PNDSS	Plan National de Développement Sanitaire et Social
PNUAD	Programme des Nations Unies pour l'Assistance au Développement
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
POS	Procédures Opérationnelles Standard
PSE	Plan Sénégal Emergent
PTF	Partenaires Techniques et Financiers
PTIP	Programme Triennal d'Investissement Public
REFAN	Réseau des Femmes Agricultrices du Nord
RNU	Registre National Unique
SAED	Société Nationale D'Aménagement et d'Exploitation des Terres du Delta
SDMR	Surveillance de décès maternel et riposte
SERP	Socio-economic Response Plan
SNAEF	Stratégie nationale pour l'Autonomisation Economique des Femmes
SNFS	Stratégie Nationale de Protection Sociale
SNLCC	Stratégie nationale de lutte contre la corruption
SNPE	Stratégie Nationale de Protection de l'Enfant
SNU	Système des Nations Unies
SRAJ	Santé de la Reproduction des Adolescents et des jeunes
SRMNIA	Santé reproductive, maternelle, néonatale, infantile et de l'adolescent
TETU	Tri-évaluation traitement d'urgence
TPME	Très Petites et Moyennes Entreprises
UA	Union Africaine
UE	Union Européenne
UIT	Union Internationale des Télécommunications
UNDCO	United Nations Development Coordination Office
UNCF	United Nations Cooperation Framework
VAC	Violence against Children
VBG	Violences basées sur le genre
VGMS	Violences de genre en milieu scolaire
WASH	Eau, Hygiène et Assainissement
ZLECAF	Zone de Libre Echange Continentale Africaine (ZLECAF)



Table des Matières

Table des Matières

Abréviations fréquemment utilisées dans le document	3
Avant-propos du Coordonnateur Résident	8
Équipe de pays des Nations Unies	10
CHAPITRE 1 : Principaux axes de développement	11
CHAPITRE 2 : Priorités nationales de développement	15
2.1. Analyse des résultats du plan-cadre de coopération	19
2.2. Priorités, réalisations et produits du plan-cadre de coopération	20
PRIORITE STRATEGIQUE N° 1 : « Croissance économique inclusive et durable »	20
PRIORITE STRATEGIQUE N° 2 : « Accès aux services sociaux de base de qualité et protection sociale »	23
PRIORITE STRATEGIQUE N° 3 : « Gouvernance, Paix et sécurité »	30
2.3. Appui aux partenariats et financement du Programme 2030	37
2.4. Résultats des Nations Unies travaillant plus et mieux ensemble : cohérence, efficacité et efficience des Nations Unies	38
2.5. Évaluations et leçons tirées	39
CHAPITRE 3 : Priorités de l'équipe de pays des Nations Unies pour 2023	40

AVANT-PROPOS DU COORDONNATEUR RÉSIDENT



L'Equipe pays des Nations Unies au Sénégal est heureuse de mettre à disposition, à travers ce rapport, les résultats collectifs enregistrés dans la mise en œuvre du Cadre de Coopération des Nations Unies pour le Développement Durable au Sénégal au cours de l'année 2022. Ce rapport annuel s'inscrit dans l'engagement des Nations Unies à renforcer la redevabilité et la transparence de ses interventions vis-à-vis du Gouvernement, des populations bénéficiaires et de ses partenaires.

L'année 2022 reste marquée au niveau mondial par les tensions géopolitiques notamment la crise russo-ukrainienne. Ce conflit s'est traduit par le relèvement de l'inflation à l'échelle mondiale et un ralentissement de l'activité économique, le taux de croissance économique mondial ressortant à 3,4% en 2022 contre 6,2% en 2021, soit un repli de 2,8 points de pourcentage.

Cette conjoncture internationale défavorable a affecté l'activité économique au Sénégal. En effet, la reprise économique post-covid amorcée en 2021 a été ralentie, le taux de croissance économique est ressorti à 4,2% en 2022 contre 6,5% en 2021. La conjoncture internationale s'est également traduite par un fort relèvement du niveau des prix au Sénégal, le taux d'inflation ressortant à 8,4% contre 1,6% en 2021, soit un record historique, affectant ainsi les revenus des ménages notamment des populations vulnérables et contrastant ainsi la marche du pays vers la réalisation des ODD.

A cet égard, les Nations Unies ont renforcé leurs actions en lien avec les trois domaines de coopération entre les Nations Unies et le Sénégal, pour apporter un appui coordonné aux efforts du Gouvernement et son ambition d'accélérer les progrès pour la réalisation des ODD. Il s'agit de la promotion de la croissance inclusive et

durable, l'accès aux services sociaux de base, et la consolidation de la paix, la gouvernance et la sécurité.

Dans le domaine de la croissance inclusive et durable, les actions menées par les Nations Unies au cours de l'année 2022 ont permis entre autres à de milliers de jeunes sénégalais d'accéder aux services financiers. Des milliers de producteurs ont accédé aux technologies agricoles adaptées au changement climatique. L'accès des ménages à l'énergie propre a été renforcé dans les milieux reculés.

En ce qui concerne le domaine de l'amélioration de l'accès aux services sociaux de base, les Nations Unies ont travaillé avec le Gouvernement et les autres parties prenantes pour des interventions essentielles au niveau de la santé, de la scolarisation, du maintien des enfants dans l'éducation de base, et le renforcement des systèmes de protection sociale et de protection en matière de lutte contre les abus et les violences. Ces interventions ont permis au cours de l'année 2022, entre autres résultats, de renforcer le plateau technique des formations sanitaires pour offrir les services de qualité. Des millions de personnes ont eu accès aux services de santé maternelle et reproductive en 2022. Les actions de protection sociale notamment les politiques de cash transfert ont été déployées dans les zones reculées en soutien aux actions du Gouvernement.

S'agissant de la consolidation de la paix et la promotion de la bonne gouvernance, les Nations Unies ont contribué au cours de l'année 2022 à soutenir l'engagement des autorités nationales pour la transformation numérique en vue de l'accélération des réformes administratives, faciliter l'accès des personnes vulnérables aux services judiciaires ; contribuer à l'enregistrement effectif des faits d'état civil. Les Nations Unies ont également renforcé la résilience des populations dans les zones frontalières à travers divers projets sur le terrain contribuant ainsi à la prévention des conflits.

Pour l'année 2023, les Nations Unies entendent renforcer les actions engagées en lien avec les priorités du Gouvernement. Ces actions permettront d'apporter des solutions innovantes à la mise en place d'un cadre macroéconomique résilient aux chocs qui protège les plus vulnérables, la poursuite des réformes institutionnelles, structurelles et sectorielles visant l'accélération de la transformation structurelle de l'économie. Les Nations Unies soutiendront également les efforts du Gouvernement dans la mise en place

des systèmes résilients assurant l'accès équitable, inclusif aux services sociaux de base, à la protection sociale, la consolidation de paix et la résilience des populations.

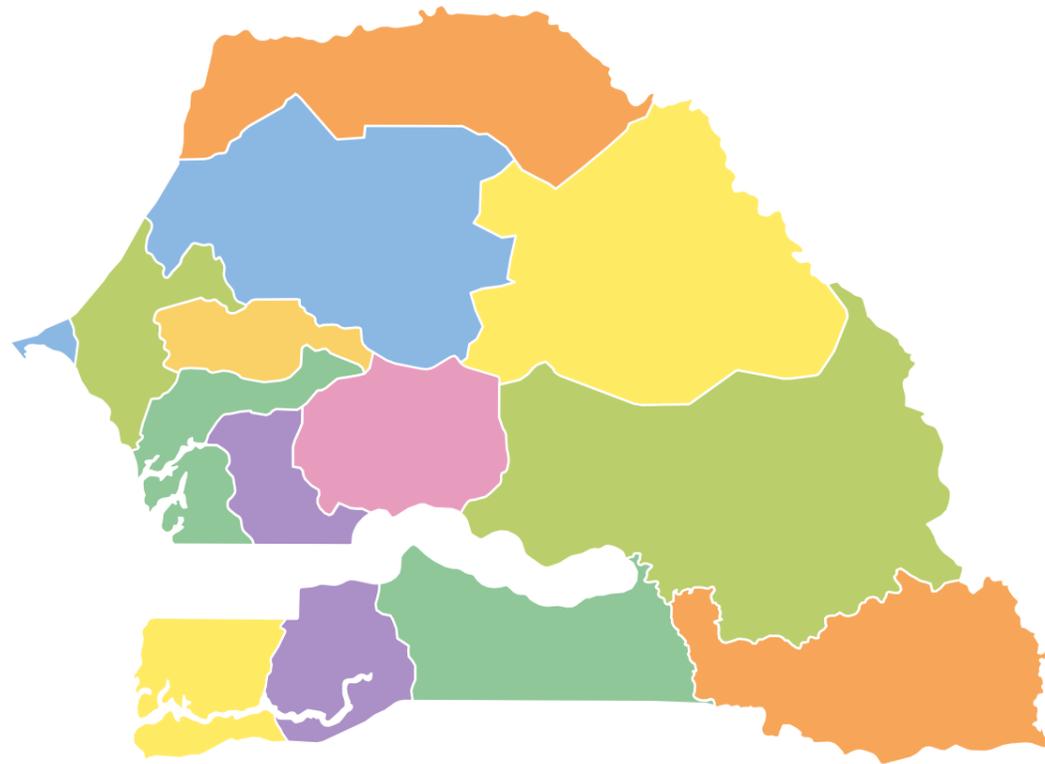
Ces actions s'inscriront également dans l'appui nécessaire pour accompagner l'ambition affirmée du pays de sortir de la catégorie des Pays Moins Avancés, avec ses implications sur la mobilisation des ressources sur le marché financier international. Par ailleurs, les Nations Unies appuieront les initiatives gouvernementales visant le renforcement de la gouvernance dans l'exploitation prochaine du pétrole et du Gaz afin de prémunir le pays de la « maladie hollandaise ».

Au cours de l'année 2023, l'Equipe pays des Nations Unies s'emploiera également à l'élaboration d'un nouveau Plan cadre de Coopération des Nations Unies pour le Développement Durable qui couvrira la période 2024- 2028 et sera aligné sur les priorités du Gouvernement déclinées dans le PAP 3 en cours de finalisation. Ce Cadre de Coopération constituera l'instrument privilégié des Nations Unies pour accompagner le Gouvernement accélérer les progrès des ODD au cours de la dernière septennale de mise en œuvre de l'Agenda 2030.

Je voudrais au nom de l'Equipe pays des Nations Unies au Sénégal, exprimer mes sincères remerciements et la reconnaissance renouvelée au Gouvernement pour l'excellente coopération entre les Nations Unies et le Gouvernement du Sénégal. Ma gratitude va également à l'endroit des acteurs de la société civile, du secteur privé, des jeunes, des femmes et à l'ensemble des partenaires de mise en œuvre du Cadre de Coopération sans lesquels, ces résultats ne seraient pas enregistrés.

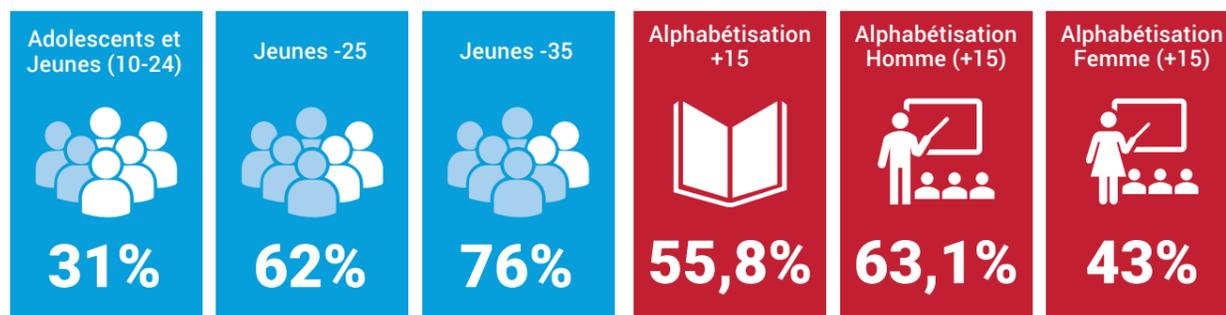
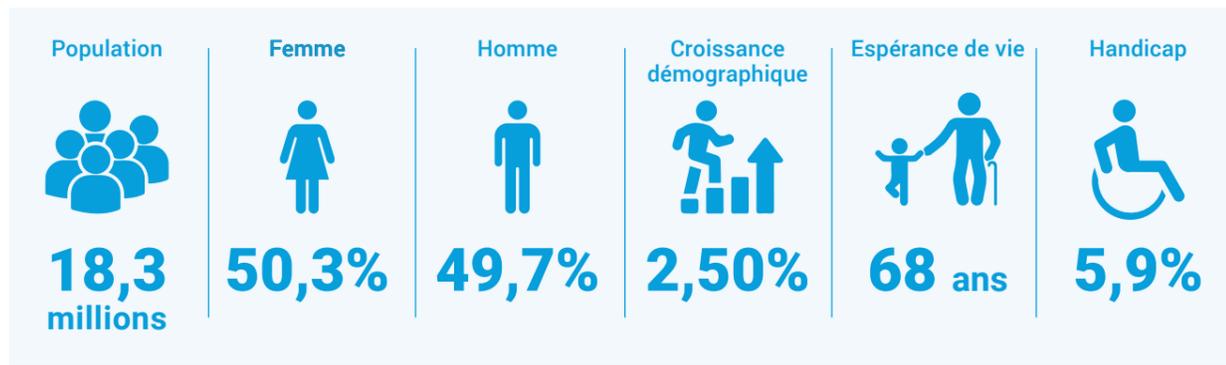
Aminata Maiga,

Coordonnateur Résident du Système des Nations Unies au Sénégal

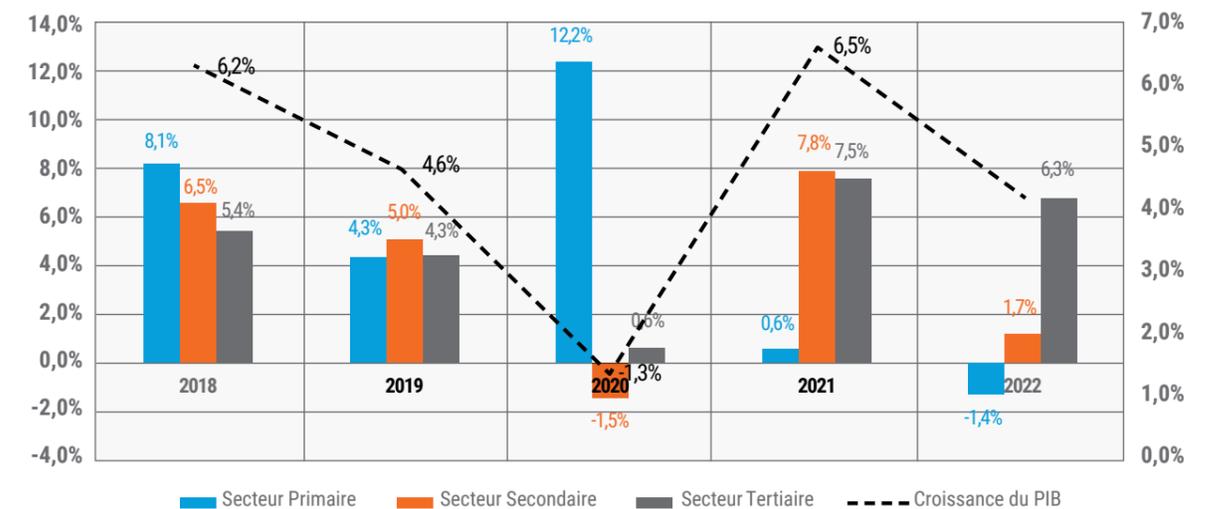


Le Sénégal s'étale sur une superficie de 196 722 km², et est situé dans la zone Soudano-Sahélienne de l'Afrique occidentale. Il est bordé par la Mauritanie, le Mali, la Guinée et la Guinée-Bissau. Le Sénégal a un climat tropical caractérisé par une saison sèche qui dure de 8 à 9 mois et une saison des pluies de 3 à 4 mois. Le Sénégal est constitué de 6 régions naturelles subdivisées en 10 régions administratives

/ LE SÉNÉGAL EN BREF



L'état des lieux sur les progrès dans la mise en œuvre des ODD affiche un résultat mitigé. Selon le rapport 2022 sur le développement durable publié par Sustainable Development Solutions Network (SDSN), le Sénégal affiche un rang de 126 sur 163 pays évalués avec un « SDG score index » estimé à 58,7 indiquant que Sénégal a déjà réalisé près de 58,2% des ODD



Sources : DGPPE/DPEE, Mars 2023

La croissance économique au Sénégal est restée dynamique nonobstant les chocs enregistrés ces dernières années. L'activité économique au Sénégal a été au cours de l'année 2022, marquée par des tensions géopolitiques, notamment, la crise entre la Russie et l'Ukraine et l'embargo du Mali au premier semestre de l'année. Globalement, l'activité économique est ressortie en hausse de 4,2% en 2022 contre 6,5% en 2021, soit un ralentissement de 2,3 points de pourcentage.

En 2023, les prévisions de croissance économiques s'annoncent bonnes au regard de la production attendue de pétrole et de gaz. En plus de l'impact positif attendu de la production d'hydrocarbures, l'activité économique au titre de 2023 devrait se consolider à la faveur des effets des différentes mesures de soutien à l'économie nationale, notamment, dans l'agriculture et l'industrie. Par ailleurs, la poursuite de l'exécution du second compact MCA-Sénégal « Power to compact » serait également d'un apport considérable dans la consolidation de l'activité économique. Au total, le taux de croissance du PIB réel est projeté à 8,8% en 2023 contre une estimation de 4,2% en 2022.

L'année 2022 a été marquée par un renchérissement des prix intérieurs imputable à une conjoncture internationale défavorable. En effet, l'inflation, mesurée par l'indice national harmonisé des prix à la consommation (INHPC) en 2022, a affiché un record historique de 9,7% contre 2,2% en 2021. Quant à l'inflation, mesurée par le déflateur du PIB, elle devrait s'établir à 4,1% en 2023 contre une estimation de 8,4% en 2022. Cette hausse historique du niveau des prix a affecté le revenu et le bien-être des populations.

L'année 2022 a été caractérisée par d'importantes interventions de l'Etat en termes de subventions et de transferts pour contenir l'impact du renchérissement des prix mais également pour assurer la poursuite des réalisations des infrastructures publiques. Cette dynamique a été favorisée par le rythme d'accroissement des ressources associé à une exécution satisfaisante des dépenses. **Globalement, le déficit budgétaire dont compris est ressorti à 1054,2 milliards, soit 6,1% du PIB à fin 2022 contre un déficit de 965,4 milliards (6,3% du PIB) un an auparavant.**

Pour ce qui concerne les échanges extérieurs, ils se traduiraient par une forte dégradation du déficit du compte courant de 1596,8 milliards, passant de 1845,0 milliards à 3441,8 milliards. Par conséquent, le solde global de la balance des paiements, qui était excédentaire de 140,0 milliards en 2021, est ressorti en déficit de 62,2 milliards en 2022, malgré une amélioration du compte financier d'un montant de 1387,2 milliards. Le compte de capital, pour sa part, s'est amélioré de 13,8 milliards, s'établissant à 136,1 milliards en 2022 essentiellement tiré par les transferts en capital reçu par l'administration publique.

Quant à la situation monétaire en 2022, elle a été marquée par une baisse des avoirs extérieurs nets (-62,2 milliards), un accroissement des créances intérieures (+1980,3 milliards) et une expansion de la masse monétaire (+21,6%).

2 / Priorités nationales de développement

Des priorités nationales contenues dans le Plan Sénégal vers le Cadre de Coopération des Nations Unies

Les trois priorités stratégiques du Plan Cadre de Coopération des Nations Unies avec le Senegal

Total Budget requis 2022

\$30.799.313

Total Budget disponible

\$20.931.531

/ BUDGET DISPONIBLE PAR EFFET DU PLAN CADRE DE COOPÉRATION





2.1 / Analyse des résultats du plan-cadre de coopération

Le Plan d'Action Prioritaire Ajusté et Accéléré (PAP2) du Sénégal a fait ressorti, à la suite de la pandémie de COVID 19 de nouveaux défis liés à la promotion d'une agriculture intensive, abondante, de qualité et résiliente, à une santé inclusive, à un système éducatif performant, au développement d'un Secteur privé national fort au renforcement de la protection sociale et à la transformation industrielle et numérique qu'il convient de relever.

A cet égard, le SNU s'est employé au cours de l'année 2022, à la mise en place d'un environnement favorable à la promotion et à la création d'emplois ruraux décents et au renforcement des institutions en mécanismes d'appui pour le développement de chaînes de valeurs. De même le SNU s'est focalisé sur l'amélioration du bien-être des populations comme l'illustrent les résultats enregistrés entre autres dans les domaines de l'amélioration de l'état de santé et de la nutrition des populations, de la promotion d'une offre éducative de qualité mais aussi et surtout de la promotion de la protection sociale et la réduction de la dégradation de l'environnement.

Ainsi l'intervention du SNU a permis au Sénégal d'enregistrer des progrès significatifs en matière d'éducation. Les taux de passage de l'enseignement primaire à l'enseignement secondaire se sont légèrement améliorés tant pour les garçons que pour les filles (atteignant 75,9 % en moyenne en 2022, contre 73,6 % en 2021). Concernant le domaine de la santé, la morbidité et la mortalité maternelle et infantile sont réduites de manière significative. Le SNU a contribué à travers le renforcement des capacités des prestataires à tous les niveaux dans le domaine de la SRMNI, de la nutrition et du WASH/PCI, le renforcement des structures sanitaires à travers l'offre d'interventions phares telles que la planification familiale ; l'accouchement assisté ; le monitoring SONU.

Sur le plan de la Gouvernance, le SNU a apporté un appui à l'élaboration des plans de développement local ; au renforcement des capacités de la société civile et des groupes vulnérables, surtout les femmes, adolescents, jeunes dans l'exercice de contrôle citoyen. Les interventions de l'ONU au Sénégal, ont ciblé les femmes, les jeunes, les personnes en situation de handicap et les personnes atteintes du VIH et ont pris en compte les principes des droits de l'homme et l'égalité des sexes.

En somme, près de 60% des objectifs attendus de la mise en œuvre du cadre de Coopération ont été réalisés.

/ Grace à l'appui et la contribution des **Nations Unies**, les principaux résultats ci-après ont été enregistrés en 2022 :



2.2 / Priorités, réalisations et produits du plan-cadre de coopération

Priorité Stratégique n° 1 : Croissance Économique Inclusive et Durable

La transformation structurelle de l'économie et la croissance du pays qui est recherchée à travers cette priorité stratégique du UNSDCF s'appuie principalement sur les infrastructures et services énergétiques mais aussi et surtout le développement de l'agriculture et de l'industrie. La contribution du Système des Nations Unies s'apprécie à travers la réalisation des effets ci-dessous. Coopération ont été réalisés.



EFFET 1.1 :

D'ici 2023, les institutions en charge du pilotage de l'économie élaborent et mettent en œuvre des politiques sectorielles intégrées



6700 personnes dont 80% de femmes et 20% de jeunes accèdent à l'emploi

Le WE ! Fund mobilise 10 millions USD auprès de la Banque Africaine de Développement pour mener une deuxième phase d'investissements dans des projets sensibles au genre

500 000 chefs de ménages améliorent leurs conditions de vie travers la mise en œuvre de la stratégie de la résilience des populations.

La contribution du SNU dans le domaine de l'élaboration et de la mise en œuvre de politiques intégrées se mesure à travers les interventions qui visent le renforcement des capacités des institutions nationales en charge du pilotage de l'économie de disposer des capacités à :

- Formaliser le fonctionnement des PME et de renforcer les unités de production informelles.
- Formuler des stratégies intégrant le renforcement de l'employabilité des jeunes et des femmes
- Formuler et de mettre en œuvre une stratégie de mise en synergie des politiques sectorielles en faveur du développement de chaînes de valeur.



EFFET 1.2 :

D'ici 2023, les institutions en charge du pilotage de l'économie élaborent et mettent en œuvre des politiques sectorielles intégrées



8,700 000

tonnes de récolte céréalière et **2, 000 000** de tonnes de niébé



17 215 femmes

bénéficient de soutien divers pour leur autonomisation (semences, capacités à créer des entreprises, adhésion GIE)



17 950 jeunes

disposent de capacités renforcées à développer leur propre entreprise



33 780

producteurs bénéficient de la création d'actifs durables à travers l'assurance par le travail et l'assurance cash



705 ménages vulnérables,

soit 6 345 producteurs dont 4 000 femmes et 2 345 jeunes disposent de moyens pour améliorer leur rendement.



3 760 757 ovins et caprins

ont été vaccinés contre la peste des petits ruminants

La contribution du SNU à la réalisation de cet effet se fait à travers le (i) renforcement des capacités techniques et entrepreneuriales des populations vulnérables (jeunes et femmes) pour leur autonomisation économique (ii) le renforcement des capacités des ménages vulnérables en zone rurale d'assurer leur sécurité alimentaire et nutritionnelle ; (iii) la mise en place des mécanismes d'appui pour le développement de chaînes de valeur, au profit des populations vulnérables.



EFFET 1.3 :

D'ici 2023, les institutions en charge du pilotage de l'économie élaborent et mettent en œuvre des politiques sectorielles intégrées



 **733 588**
ha de terres restaurés

 **660** acteurs
ont les compétences renforcées sur outils d'analyse, d'interprétation de l'information climatique

3132 producteurs et productrices disposent de compétences renforcées sur les bonnes pratiques d'adaptation aux changements climatiques.

 **92** communes intègrent les changements climatiques dans la planification locale

 **20 000** producteurs ont une assurance agricole pour faire pallier les aléas climatiques

1970 ménages disposent d'unités de transformation des produits halieutiques, de céréales, de conditionnement de sels, des parcelles maraichères aménagées

+1,5 million de dollars d'aide en espèces ont été fournis à plus de 200 000 personnes touchées, en complément de l'aide du gouvernement pour période de soudure

 **8 500** femmes et jeunes filles enceintes et allaitantes ont reçu des aliments nutritifs spécialisés pour la prévention de la malnutrition aiguë.

Les manifestations des effets du changement climatique tel que l'érosion côtière, la sécheresse, les aléas de la répartition spatio-temporelle des précipitations sont des réalités au Sénégal

qui, de surcroît, fait face à de faibles capacités d'adaptation et d'atténuation. Les activités de pêche, d'agriculture et d'élevage, qui occupent une grande proportion de la population

active, restent fortement vulnérables aux effets des variations climatiques. Aussi, le SNU intervient-il dans l'appui au renforcement des programmes d'adaptation et de résilience au changement climatique et à la protection de la diversité. En plus du soutien apporté à la mise en place des plans de riposte aux catastrophes naturelles, le SNU a soutenu le Gouvernement dans l'élaboration de la stratégie nationale de gestion des risques et catastrophe et la conduite de la revue à mi-parcours du Cadre de Sendai.

Le Sénégal a lancé officiellement avec le soutien du SNU, le mécanisme de financement de l'adaptation aux changements climatiques au niveau local (Local Climate Adaptive Living Facility, LoCAL). LoCAL appuiera les collectivités territoriales sénégalaises à accéder aux financements de l'action climatique, au soutien technique et au renforcement des capacités dont elles ont besoin pour réagir et s'adapter aux changements climatiques

Priorité Stratégique n° 2 : Accès aux services sociaux de base de qualité et protection sociale

Cette priorité stratégique relative à l'accès aux services sociaux de base de qualité et à la protection sociale se focalise sur l'amélioration du bien-être des populations notamment les plus vulnérables.

Les interventions ont eu à impacter sur la satisfaction des besoins sociaux des populations les plus vulnérables. Elles portent essentiellement sur (i) l'accès aux services de santé reproductive, maternelle, néonatale, infantile et des Adolescents jeunes (SRMNIA), à l'assainissement ainsi qu'au renforcement de la nutrition ; (ii) l'éducation de qualité (iv) la protection sociale.



EFFET 2.1 :

D'ici à 2023, les institutions en charge de l'éducation et de la formation mettent en œuvre des politiques efficaces et efficientes

L'éducation et la formation constituent les fondamentaux d'un capital humain de qualité et sont essentiels pour asseoir une croissance économique inclusive et durable gage d'une la transformation structurelle de l'économie du Sénégal.

Le Système des Nations Unies a focalisé son intervention sur la réduction des inégalités d'accès à l'éducation et la réussite scolaire. Le SNU a également soutenu l'utilisation des technologies de l'information et de la télécommunication pour aider le pays à assurer la continuité des apprentissages notamment avec la pandémie de la COVID-19. L'accent a été mis sur le renforcement de capacités des enseignants, l'offre de programmes de scolarisation aux jeunes en situation d'exclusion et l'amélioration du pilotage et de la gestion des ressources.

5977 élèves maitres, disposent de capacités renforcées

dans le cadre des efforts de réinsertion soutenus par le SNU

3 648 écoles publiques disposent en 2022 de trousseaux de dignité répondant aux besoins de 263 450 filles

20 enfants handicapés dans les écoles primaires ordinaires, ainsi que 5 250 enfants en âge de fréquenter l'école maternelle bénéficient d'une inclusion grâce à la mise en place de 107 écoles maternelles communautaires.

30784 enfants et jeunes hors école bénéficient de programmes de scolarisation, de réinsertion, d'alphabétisation

619 élèves déficients visuels accèdent, dans le cadre la rétention des enfants vulnérables à des services spécialisés ou dotés d'appareils fonctionnel.

250 000 écoliers (53 % de filles) ont reçu un repas chaud quotidien à l'école.

11 140 enfants non scolarisés, dont une majorité de filles, bénéficient d'interventions de rattrapage

27 338 enfants non scolarisés intègrent l'école

A ces résultats il faut ajouter l'organisation de consultations nationales et la participation d'une délégation nationale sénégalaise au pré-sommet de Paris et au sommet mondial de New York, y compris la participation de défenseurs de la jeunesse du Sénégal avec le soutien du SNU. Ces efforts ont conduit à la formulation d'engagements de haut niveau du gouvernement du Sénégal pour améliorer l'accès à une éducation de qualité et les résultats d'apprentissage pour tous, qui éclaireront la révision du Plan sectoriel de l'éducation (PAQUET) prévue en 2023.

Il faut aussi noter l'introduction de l'éducation numérique en tant que projet pilote dans les écoles secondaires du premier cycle et à la revitalisation du dialogue sur l'éducation inclusive, qui conduira à la formulation d'une politique nationale sur l'éducation inclusive et pour l'inclusion des enfants handicapés en 2023.



XAM AK JANG TECH' : Introduire le numérique dans le système éducatif du Sénégal

L'académie de Pikine-Guédiawaye, en collaboration avec le SNU Et avec l'expertise technique de Simplon, expérimente l'introduction du numérique dans son système éducatif. Cette initiative s'aligne aux dispositions de la stratégie sectorielle de l'éducation (PAQUET) et aux orientations de la Stratégie «Sénégal Numérique 2025» adoptée par le Gouvernement du Sénégal, laquelle préconise de développer le numérique pour contribuer à l'amélioration du système éducatif, en équipant et connectant les établissements scolaires.



EFFET 2.2 :

D'ici à 2023, les populations sénégalaises les plus vulnérables ont un meilleur accès à des services intégrés de santé, de nutrition, d'eau, d'hygiène et d'assainissement de qualité

Dans le cadre de la souveraineté sanitaire, le Senegal vise une réduction de la morbidité et de la mortalité mais aussi le renforcement du système de gouvernance et de financement de la santé. La contribution du SNU des Nations Unies se fait à travers le soutien (i) à la fourniture des services intégrés de santé aux populations les plus vulnérables, (ii) à la fourniture de services d'information aux communautés sur la prévention et l'amélioration de la santé de la reproduction mais aussi(iii) le soutien à l'amélioration du mode de gestion des établissements de santé publics pour une meilleure prise de décision basée sur des évidences.



158 669 femmes en âge de procréer consultent dans les établissements de santé pour bénéficier de services intégrés (PF, soins prénatals, soins postnatals, IST).

La **proportion de SONU** (Soins Obstétricaux néonataux d'urgence) effectif fonctionnel 24h sur 24h est passé de 27% à 31 entre 2021 et 2022 ce qui contribue à la réduction des décès maternels.

363 171 femmes de 15 à 49 ans utilisent des moyens de contraception moderne

75,9% de taux d'accès national à l'assainissement urbain avec toilettes améliorées avec 89,8% en milieu urbain et 59,7% en milieu rural.

75% de Taux de couverture à la première dose de Rougeole Rubéole

75% de taux de couverture en traitement ARV pour les femmes enceintes positives au VIH et 36,5% pour les enfants.

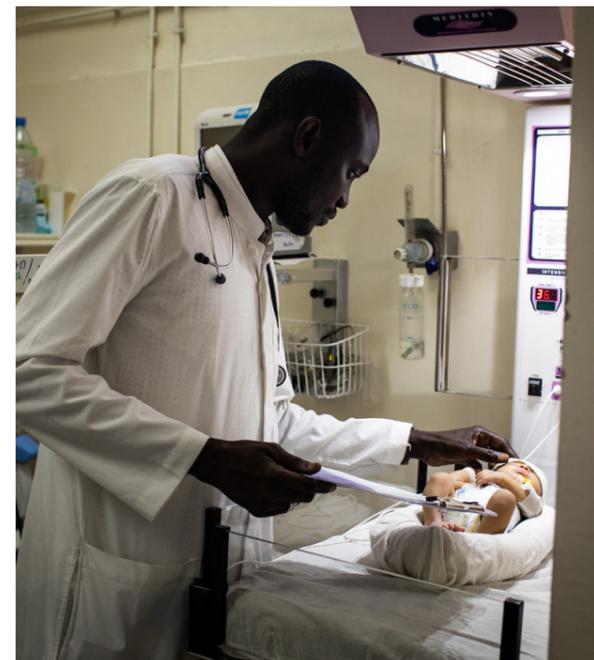


Quelques résultats saillants du Programme Conjoint Muskoka financé par la coopération française :

- 100 prestataires ont des compétences renforcées sur le guide des urgences pédiatriques (TETU) dans la région de Dakar.
- 111 prestataires et acteurs communautaires des régions de Diourbel et Saint Louis ont les compétences renforcées sur les aspects diagnostic et prise en charge des enfants à travers la formation d'avec un focus sur l'éducation thérapeutique.
- 13 682 ados-jeunes ont eu accès aux services d'information sur la PF, 78961 préservatifs ont été distribués grâce à l'organisation de 300 stratégies avancées intégrant la SRAJ/PF dans la région de Kolda.
- Sur le Plan de la lutte contre les Violences Basées sur le Genre est :
- 6 centres d'accueil d'hébergement et de prise en charge disposent d'un équipement pour améliorer la fourniture et la qualité des services SRMNIA ainsi que la prise en charge médicale et psychologique des victimes de violence.
- 84 bénéficiaires dont 41 à Kolda et 43 à Koussanar ont les compétences renforcées à fournir un soutien de première ligne aux femmes et filles victimes de violences.

Résultats enregistrés dans le domaine de la fourniture des services de santé :

- 20 structures mettent en œuvre au moins 3 interventions pour améliorer la qualité de soins maternels, néonataux et infantiles dans les zones ciblées grâce à l'appui du SNU
- 30 de structures de santé, nutrition et Wash qui offrent des services de développement intégré de la petite enfance (éveil et stimulation) dans les zones ciblées.
- La couverture Penta3 est passée de 90% à 80% de 2021 à 2022 selon les données administratives
- 2 066 patients ont bénéficié d'une oxygénothérapie au niveau des postes de santé dans le cadre de l'initiative SPRINT, avec 252 cas de pneumonie chez 1 244 enfants de moins de 5 ans.
- 183 agents de santé dans 5 régions, 12 directeurs nationaux et 25 instructeurs régionaux à Dakar, Saint-Louis, Diourbel dispose de la capacité d'améliorer le système de gestion de l'oxygène grâce aux formations réalisées par le SNU.
- La couverture en vitamine A augmente avec plus de 2 528 281 enfants complétés par 1 432 841 (57%) enfants au cours du premier semestre 2022 et 1 602 360 (63%) au cours du second.
- 452 agents de santé ont été formés à la malnutrition aiguë sévère Dans les régions de Tambacounda, Louga, Matam, Saint-Louis, Diourbel, Dakar et Kaffrine.

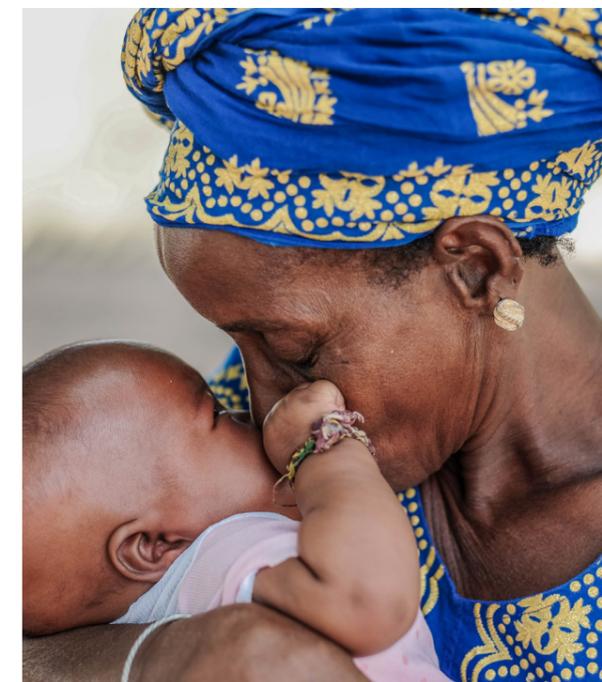


Résultats enregistrés sur le plan des Connaissances et des compétences :

- 336 720 personnes accèdent à un milieu de vie aseptisé sans défécation à l'air libre grâce à l'intervention du SNU dans le cadre de l'ATPC dans 835 nouveaux villages dont 738 ont exemptions de défécation à l'air libre en 2022.
- 163 433 affiches et 46 000 brochures disponibles pour les agents de terrain pour la relance de la vaccination contre la COVID19.
- La décentralisation du traitement de la MAS dans la communauté est toujours menée dans 8 districts et les premiers résultats d'évaluation à Saint Louis montrent un taux de dépistage plus important (44% à Podor, 54% à Pete contre 34% à Richard Toll qui est le contrôle du district).
- Pour améliorer la diversité alimentaire chez les enfants de 23 mois, un nombre total de 80 des greniers améliorés ont été mis en place à Kolda, Kédougou et Tambacounda.

Résultats enregistrés en matière de Gouvernance sanitaire :

- En 2022, le processus d'élaboration d'un plan stratégique intégré de lutte contre le sida, qui traite de la tuberculose et de l'hépatite, a été lancé avec l'examen et l'évaluation du Plan stratégique 2018-2022 grâce au soutien du SNU.
- Une enquête nationale sur la sécurité alimentaire et la nutrition a été menée et montre l'augmentation de la malnutrition aiguë de 8% en 2019 à 13% en 2022.
- La gestion communautaire SAM a été renforcée dans les 8 districts et l'initiative Baby box a été mise en place à Kolda.
- La stratégie d'alimentation du nourrisson et du jeune enfant a été renforcée par la conception d'une stratégie nationale de communication et de changement de comportement pour éliminer l'eau dans l'allaitement maternel et 14 plans d'action régionaux, en plus de la conception d'un plan national améliorant la diversité alimentaire.



Aucun parent ne devrait éprouver le chagrin de voir son enfant souffrir ou mourir

Les décès de nouveau-nés ont été réduits de moitié en l'espace d'un an dans la région de Tambacounda

TAMBACOUNDA (Sénégal) - Dr Bayal Cissé est le premier responsable de la santé de la région de Tambacounda. Pour lui, les facteurs liés aux décès des mamans avant, pendant ou après l'accouchement sont multiples.

«Certains mères sont trop jeunes ; d'autres sont victimes d'hémorragie; certaines sont anémiques ; les évacuations ne sont pas faites à temps; les mamans habitent très loin du premier centre de santé ; certains blocs opératoires ne sont pas fonctionnels ; certaines zones font face à un manque de personnel qualifié ; d'autres n'ont pas de gynécologues, ni d'anesthésistes ; et bien d'autres raisons» a-t-il listé.

Aussi bien dans la région de Tambacounda que dans d'autres, l'UNICEF a renforcé en équipements les unités de néonatalogie à travers le pays, avec l'appui du Fonds Français Muskoka. L'hôpital régional de Tambacounda compte parmi les bénéficiaires.



EFFET 2.3 :

D'ici 2023, les populations les plus vulnérables bénéficient d'une protection sociale améliorée et d'une protection contre les violences, pratiques néfastes et discriminatoires

La protection sociale constitue un défi important à relever pour la croissance économique et la lutte contre la pauvreté. La COVID a montré la faiblesse du système de protection sociale qui influent négativement sur les stratégies de réduction de la pauvreté. Les contributions du SNU sont focalisées dans (i) l'amélioration des mécanismes de ciblage et de gouvernance de la protection sociale, (ii) le renforcement des capacités de la communauté à prévenir et répondre aux violences, à l'exploitation, aux pratiques néfastes ou discriminatoires renforcées, (iii) le renforcement des capacités des institutions pour développer et mettre en œuvre, dans les politiques et budgets, les stratégies en matière de protection contre les violences



 **542 956**

ménages sont inscrits ménages inscrits au Registre National Unique (RNU) en 2022 contre 458 550 en 2019, soit une hausse de 84406 ménages en valeur absolue et de 18,4% en valeur relative.

 Le **taux de couverture du risque maladie** a connu une évolution, passant de 48% en 2019 à **53,2%** en 2022

2 194 520 personnes ont bénéficié des initiatives de gratuité des soins.

 **143,101**

personnes dont 54,796 filles, 38,152 garçons, 29,092 femmes, et 21,061 hommes ont les connaissances pour prévenir les Mutilations Génitales Féminies, les violences faites aux femmes, filles et garçons. prévention de la malnutrition aiguë.



Quelques résultats enregistrés par le programme conjoint de lutte contre les Mutilations Génitales Féminines.

- 102 villages font une déclaration publique d'abandon des MGF et du Mariages d'enfants ;
- 90 899 personnes (39 069 filles, 25 444 garçons, 15 051 femmes et 11 335 hommes) disposent de capacités renforcées matière de prévention, de détection et de signalement des violences faites aux enfants en participant à des activités de dialogue communautaire.
- 50 827 personnes (15 297 filles, 12 601 garçons, 13 528 femmes et 9 401 hommes) participent à des dialogues communautaires, y compris des dialogues intergénérationnels et entre pairs, pour l'abandon des MGF et l'autonomisation des adolescentes.
- 12 303 jeunes de moins de 24 ans (7 449 filles et jeunes femmes et 4 854 garçons et jeunes hommes) et 3 865 adultes (2 312 femmes et 1 553 hommes) ont l'information sur les MGF grâce à l'appui du Programme conjoint.
- 1040 jeunes filles ont les capacités renforcées sur la Santé de la Reproduction adaptées aux Adolescents et aux Jeunes et les MGF avec l'appui du SNU à travers l'initiative "New Deal".
- 59832 filles et jeunes femmes participent activement à des programmes complets d'éducation sexuelle et de développement tels que les clubs de filles qui intègrent les MGF dans les discussions sur les compétences de vie.
- 20774 prestataires de l'action sociale, de la santé, de l'éducation, de la sécurité, de la justice et de l'administration du travail ont les capacités renforcées sur la prévention et/ou la PEC des personnes ayant besoin de protection.
- 842 enfants victimes de violences (180 filles et 662 garçons) bénéficient du soutien des services par le biais de la protection rapide grâce au signalement.
- 2 079 cas de violence (54,5 % de filles) ont été rapportés, contre 1 312 en 2021 et 474 en 2020.
- 1 338 mariages précoces et 95 grossesses ont été signalés à l'école primaire.

TAMBACOUNDA (Sénégal) - Dans la région de Tambacounda, également affectée par les MGF et les mariages d'enfants, le Club de Jeunes filles du quartier abattoir Zone 1 s'investit au quotidien dans leur communauté pour l'abandon de ces pratiques, à travers des causeries éducatives et des visites à domicile, afin d'engager le dialogue sur la protection des enfants et les effets néfastes de l'excision.

« En tant que jeunes filles leaders, nous sommes conscientes des possibilités que nous avons pour influencer l'évolution des normes et des pratiques qui nuisent aux autres, en particulier les femmes et filles de notre communauté » déclare Madeleine Silva, Présidente du Club des jeunes Leaders ».



Priorité Stratégique n° 3 : Gouvernance, Paix et Sécurité

La priorité stratégique 3 « Gouvernance, paix et Sécurité » vise à assurer la consolidation de la paix et de la sécurité mais aussi et surtout la promotion de la sécurité mais aussi la promotion des principes fondamentaux de l'état de droit ainsi que la modernisation de l'Administration publique. Le Système des Nations Unies s'est attelé en 2022 à contribuer entre autres à l'amélioration de la qualité du service public, au renforcement de la citoyenneté et de la gouvernance territoriale.



EFFET 3.1. :

D'ici à 2023, les institutions nationales et locales améliorent la qualité et l'équité dans l'offre de services publics

Le pays a réalisé des progrès significatifs en gouvernance politique au cours des dernières années. Le Sénégal a été classé 9ème sur 54 pays africains en 2022, par l'indice Mo Ibrahim de la gouvernance en Afrique (IIAG). Avec une note de 62, le Sénégal se retrouve dans le top 10. Le score de Gouvernance globale du Sénégal s'est amélioré ces dix dernières années (2012-2021/ + 1,5).



1597 enfants obtiennent des extraits de naissance grâce au déploiement de 15 volontaires communautaires

833 acteurs ont les compétences en collecte et analyse des données statistiques grâce à des séances de formation

1980 femmes, jeunes bénéficient d'actions de prévention des conflits,

153 officiers militaires, administratives et élus locaux disposent de compétences sur les thématiques de la sécurité et de la prévention et de la gestion de crise.

D'autres résultats qualitatifs ont été enregistrés notamment :

Existence d'un Schéma Directeur National Numérique des Territoires et sa traduction à l'échelle locale dans 3 communes pilotes à travers la rédaction de Plans numériques locaux avec le soutien du SNU

Existence d'une plateforme « Ettu Jamm » qui opérationnalise le leadership féminin et composée de 50 organisations œuvrant pour la paix, la sécurité, la démocratie et la participation citoyenne, Le leadership

féminin est mis au service de la paix avec le soutien du SNU.

Afin d'accentuer la lutte contre la corruption, les avants projets de textes relatifs à la déclaration de patrimoine ont été finalisés. En vue d'améliorer l'offre de services publics, la stratégie E-gov a été élaborée et un plan d'actions établi. En matière de planification urbaine, le pourcentage de communes disposant de documents de planification urbaine a progressé, passant de 14% en 2019 à 16% en 2022



“ Lancé depuis 2021, eSanté, le programme de digitalisation du système de santé sur la vie des personnels et patients couvre la période 2022-2027. « eSanté, « santé digitale », « santé numérique » ou « santé connectée » désigne l'utilisation des technologies et plateformes numériques en faveur de la santé pour améliorer les prestations de soins et la gouvernance sanitaire. Grâce aux avancées notées en 2022, le « Dossier patient électronique » permettra aux usagers de disposer des bonnes informations sur la santé, d'améliorer la qualité et la sécurité des soins et d'élargir la gamme des spécialités auxquelles les agents ont accès tout en rapprochant les patients des soignants. Plusieurs actions liées à la santé seront possibles pour le patient : prise de rendez-vous médical, acquittement des frais liés aux soins, consultation des données médicales personnelles (bilans, radiographies etc.) via des terminaux digitaux, réception de soins et conseils médicaux à distance, accès à de bonnes informations sur la santé. Le Sénégal est désormais une référence sanitaire en Afrique et dans le monde pour la délivrance du certificat de vaccination anti-COVID-19 à code QR. Le PNUD accompagne financièrement la mise en œuvre de eSanté, à travers plusieurs appuis. Parmi ceux-ci, nous pouvons citer le matériel d'impression des cartes PVC de santé, pour doter chaque usager d'une carte de santé personnelle ; le portail eSanté, qui partagera avec les usagers l'information de qualité sur la santé ; l'atelier sur l'identifiant numérique de santé, qui a permis d'identifier les variables numériques santé pour doter chaque usager d'un numéro d'identification nationale de santé (INN), très utile lors des déplacements d'une région à l'autre

Dr Ibrahima Khalilou Dia
Responsable de la Cellule digitale
Ministère de la Santé et de l'Action sociale



EFFET 3.2 :

D'ici à 2023, les femmes, les jeunes et les groupes les plus vulnérables exercent pleinement leurs rôles, le contrôle citoyen dans les Politiques Publiques.



Le pourcentage de sièges électifs occupés par les femmes à l'Assemblée nationale est passé à **44,2%** contre 42,0%.



Le nombre de femmes maires et de présidentes de Conseil départemental a évolué positivement, passant de 2,8 % à la veille des locales de 2022 à **3,5 %**.



50 membres des pools thématiques disposent de compétences renforcées sur les outils d'intégration des ODD dans la planification territoriale



50 acteurs des médias ont les capacités renforcées sur la localisation des ODD.



Existence d'une cellule Nationale de suivi des Traités et engagements internationaux en matière de droits de l'Homme
Existence de 9 plans de développement local intégrant les ODD



Existence de 9 plans de développement local intégrant les ODD



Histoire/récit de vie :

Marema, première adjointe au maire de Thiès en est convaincue : « Notre implication dans le processus électoral, dès les premières étapes, est essentielle, car ce n'est qu'ainsi que nous pourrions garantir l'obtention de postes clé » « Ses paroles résonnent lors de sa participation à une formation en leadership et participation politiques à Thiès le 3 mars 2022, un événement organisé par ONU Femmes Sénégal.

Pour favoriser la représentation des femmes dans les instances décisionnelles locales, départementales et nationales, ONU Femmes Sénégal a déployé deux projets en partenariat : le Projet de territorialisation des Objectifs de Développement Durable à Gueule Tapée Fass Colobane en collaboration avec l'UNFPA, le PNUD et l'UNICEF ; ainsi qu'un programme d'accompagnement des femmes visant à renforcer leur participation et leur leadership politiques dans les régions de Thiès, Dakar, Louga et Saint-Louis, en collaboration avec le PNUD.

Ces projets ont mobilisé la formation de 200 femmes leaders, qui ont été initiées aux outils numériques, formées sur le processus électoral, et sensibilisées au rôle des femmes dans la préservation de la paix et la sécurité lors des élections. Ces femmes ont pu développer leurs compétences en communication politique, en plaidoyer, en leadership et en gouvernance locale, à travers des sessions organisées dans les régions clés, dont Thiès, Dakar, Louga et Saint-Louis.



La représentativité des femmes dans les postes électifs a progressé à la suite des dernières élections locales de janvier 2022 et législatives de juillet 2022. Aussi, le pourcentage de sièges électifs occupés par les femmes à l'Assemblée nationale est passé à 44,2% contre 42,0%. Le nombre de femmes maires et de présidentes de Conseil départemental a évolué positivement, passant de 2,8 % à la veille des locales de 2022 à 3,5 %.

La contribution du SNU a permis aux collectivités territoriales de disposer de capacités pour la mise en œuvre des plans de développement local prenant en compte les femmes, les jeunes, les enfants et les groupes vulnérables ainsi que les dimensions environnementales et les changements climatiques.

Existence de 9 plans de développement local intégrant les ODD grâce à l'appui du SNU

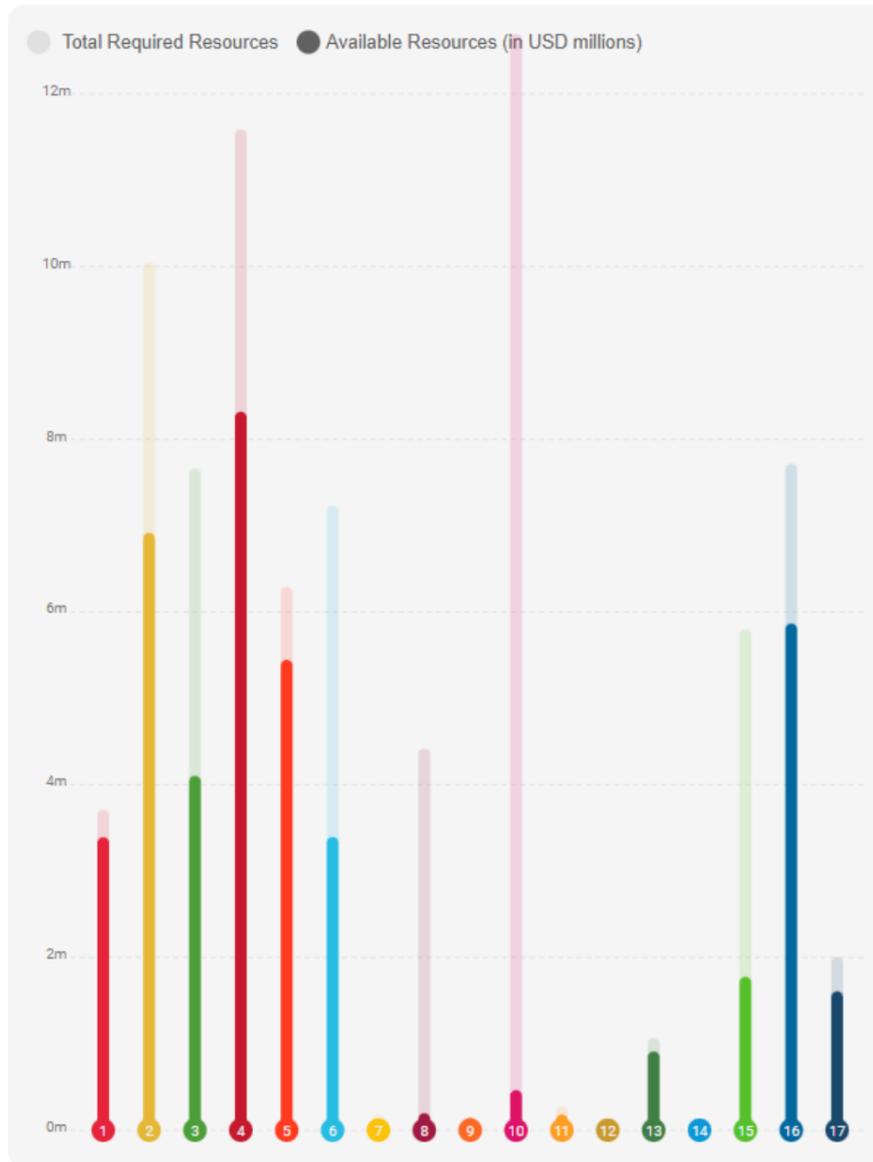
La Région de Saint-Louis dispose d'une cartographie des acteurs et d'une situation de référence sur les ODD, assortis d'une matrice d'indicateurs et sous-indicateurs pertinents de suivi des ODD avec le soutien du PNUD.

50 membres des pools thématiques de cette région disposent de compétences renforcées sur les outils d'intégration des ODD dans la planification territoriale

50 acteurs des médias ont les capacités renforcées sur la localisation des ODD.

Existence d'une cellule Nationale de suivi des Traités et engagements internationaux en matière de droits de l'Homme dans le cadre du Projet PARDUA, Projet d'Appui à la ratification et la Domestication des traités de l'Union Africaine grâce à l'appui du SNU.

/ LES ODD APPUYÉS



81.9m required resources
43.7m available resources
53.4% coverage of required resources

- | | |
|---|---|
| 1. No Poverty
91.6% coverage | 2. Zero Hunger
69% coverage |
| 3. Good Health and Well-being
54% coverage | 4. Quality Education
71.9% coverage |
| 5. Gender Equality
86.8% coverage | 6. Clean Water and Sanitation
47.5% coverage |
| 7. Affordable and Clean Energy
0% coverage | 8. Decent Jobs and Economic Growth
5.9% coverage |
| 9. Industry, Innovation and Infrastructure
100% coverage | 10. Reduced Inequalities
4.2% coverage |
| 11. Sustainable Cities and Communities
72.8% coverage | 12. Responsible Consumption and Production
102.8% coverage |
| 13. Climate Action
86.3% coverage | 14. Life Below Water
101.9% coverage |
| 15. Life on Land
31.4% coverage | 16. Peace and Justice - Strong Institutions
76.2% coverage |
| 17. Partnerships for the Goals
80.8% coverage | |

These figures exclude an additional \$17.5m of programmes available resources that are currently not yet attributed to a particular SDG on UNINFO. Required resources not attributed to a particular SDG are \$29.8m



/ LES PROGRÈS RÉALISÉS PAR RAPPORT À LA PROMESSE DE « NE LAISSER PERSONNE POUR COMPTE ».



Durant l'année 2022, le Sénégal a eu des avancées dans le domaine de la protection des droits des femmes et des filles notamment au niveau législatif, juridique, sociale et économique, cependant, des efforts restent à faire pour relever le pari de l'équité et de l'égalité de genre.

Plusieurs initiatives pour l'autonomisation économique des jeunes en 2022 se sont concentrées sur les domaines numérique et agricole. Le projet d'appui à l'intégration des jeunes agri preneurs ruraux dans 8 régions du Sénégal soutenu par le SNU a facilité la promotion de l'inclusion socioprofessionnelle des jeunes ruraux dans les exploitations familiales et les activités rentables créatrices de revenus et d'emplois décent et durables dans les chaînes de valeur agro-sylvo-pastorales et halieutiques.

Plusieurs efforts sont menés sous la priorité « Consolidation de la paix et renforcement de la résilience ». Grâce aux VNU nationaux locaux, les Nations unies ont contribué à promouvoir la paix au niveau local et à informer la population sur les ODD et l'Agenda 2030 notamment dans les régions transfrontalières. Un autre exemple du travail de l'UNCT sur cette priorité est le programme du SNU sur la cybersécurité, qui vise à sensibiliser les jeunes aux dangers mais aussi aux opportunités offertes par le monde numérique.

/ LES EFFORTS ENTREPRIS ET LES RÉSULTATS OBTENUS EN MATIÈRE DE DÉVELOPPEMENT ET DE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DES BUREAUX NATIONAUX DE STATISTIQUES.

Le SNU a apporté une Assistance technique et financière pour la conduite de trois opérations de collecte de données : (i) le recensement général de la population et de l'habitat, (ii) l'enquête démographique et de santé (iii) l'enquête sur les Violences Basées sur le Genre. Entre autres, le SNU a appuyé la réalisation du recensement pilote dont les leçons apprises permettront de réajuster la préparation du grand recensement.

Renforcement de capacités en collecte de données et analyse démographiques à travers l'appui à la formation de 4 experts à l'IFORD et l'appui à la formation des équipes de terrain de l'EDS.

L'actualisation du profil du dividende démographique du Sénégal à partir des données de l'EHCVM 2018-19 (Enquête Harmonisée sur les Conditions de Vie des Ménages).





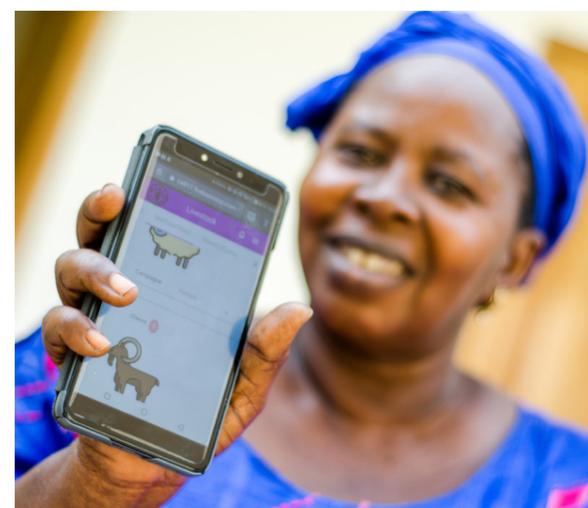
A cet effet, 633 acteurs du SSN ont été formés sur les techniques de collecte, de traitement et d'analyse des statistiques sensibles au genre. Ces formations ont été organisées dans les 14 régions du Sénégal afin d'améliorer la production et la qualité des statistiques administratives de routine produites aux niveaux national et local.

L'appui a également permis l'organisation du premier dialogue entre producteurs et utilisateurs de données sensibles au genre, sous le leadership du ministère de la femme. Ce dialogue offre un cadre d'échanges et de discussions entre les acteurs du SSN en vue d'une meilleure planification et de prise en charge des besoins respectifs des sectoriels dans le dispositif de collecte de l'ANSD, comme principal producteur de données sexospécifiques. En termes de production, pour la première fois, un rapport a été produit sur le travail non rémunéré, la participation politique et le leadership féminin. Deux études ont été menées portant sur la situation des ODD sensibles au genre et sur l'inventaire des sources administratives potentielles pour le renseignement des indicateurs ODD au niveau national.

2.3 / Appui aux partenariats et financement du Programme 2030



Dans la lignée de son appui au Gouvernement du Sénégal, le SNU a mis en œuvre des partenariats multiformes pour la mise en œuvre des Objectifs de Développement Durable et conformément au passage du funding au financing, des partenariats qui vise à lever les contraintes du financement du développement avec un accent particulier sur le secteur privé et la contribution des femmes au développement de l'économie locale. Cela a été possible grâce à l'élaboration et la validation de la stratégie de financement du développement et de partenariat. Dans cette perspective, des partenariats clés et innovants ont été mis en place :



sécurité humaine dans la commune de Fass-Gueule Tapée-Colobane en collaboration avec la commune, le secteur privé et les populations.

- Le partenariat avec le groupe de la Banque Mondiale a été renforcé grâce à un dialogue régulier, notamment en termes de plaidoyer et de mise en œuvre de projets sur des thématiques communes.
- En partenariat avec le Gouvernement du Sénégal, les communautés et les partenaires au développement, le SNU au Sénégal a soutenu la mise en place d'initiatives multipartites pour apporter des réponses à la pandémie de la COVID-19 et soutenir la reprise.

La stratégie INFF est en cours de finalisation et ses résultats et options de financement alimenteront le troisième plan quinquennal du gouvernement, le Plan Action Prioritaire (PAP 3).

À la recherche d'options novatrices de mobilisation nationale pour le financement des programmes gouvernementaux, tels que décrits dans l'INFF, le gouvernement, par l'intermédiaire du ministère des Finances qui a déjà développé un cadre d'obligations économiques, sociales et de gouvernance (ESG), a demandé le soutien du PNUD pour une révision indépendante du cadre et le suivi des investissements d'impact. Un partenariat formé entre le PNUD, le FENU et la Banque européenne d'investissement devrait soutenir les initiatives de réduction des risques d'investissement rendant les investissements au Sénégal, en particulier les PME, dans le domaine des investissements verts et bleus inclusifs et durables, plus attrayants pour les investisseurs privés.

Les Nations Unies au Sénégal, en collaboration avec le MPTF, ont répondu aux défis de l'insécurité alimentaire posés par le COVID-19 et la guerre entre la Russie et l'Ukraine, en travaillant avec l'institut de recherche sur le développement agricole (ISRA) pour identifier les agricultrices, les former et piloter la plantation de variétés de blé testées.

- L'UNSDCF a mis en œuvre un programme conjoint avec le Fonds Souverain d'Investissements Stratégiques du Sénégal (FONSIS). Ainsi, UNSDCF et le FONSIS ont travaillé conjointement sur la structuration, la création et la gestion d'un fonds d'investissement appelé le Fonds d'autonomisation économique des femmes, le « WE ! Fund » qui a actuellement plus de 30 projets dans son pipeline et met en œuvre une stratégie de mobilisation de ressources pour déployer la deuxième phase, avec un objectif de \$ 20 millions USD supplémentaires.
- Le projet « PARFA » est exécuté conjointement par le FIDA et l'ONUDI, sur financement du Fond mondial de l'Environnement (GEF), mobilisé par le Gouvernement du Sénégal dans le cadre du plan Sénégal Emergent (PSE).
- Avec le soutien de l'Equipe Pays des Nations Unies, le Gouvernement a pu obtenir \$300 000 pour la promotion et la création de plus d'emplois verts au Sénégal grâce à l'initiative du Partenariat pour l'action pour l'économie verte (PAGE).
- L'Équipe Pays des Nations Unies a mobilisé conjointement \$1 000 000,00 auprès de United Nations Trust Fund for Human Security (UNTFHS) pour mettre en œuvre le projet commun sur la

2.4 / Résultats des Nations Unies travaillant plus et mieux ensemble cohérence, efficacité et efficience des Nations Unies



L'UNSDCF a clairement posé le postulat de la complémentarité et de la synergie d'actions entre les Agences à travers les plans de travail conjoints. Les activités planifiées et exécutées conjointement à l'échelle régionale témoignent d'une plus grande cohérence inter institutions au Sénégal. Au niveau de la cohérence externe, des collaborations ont été tissées entre certaines Agences du système des Nations Unies et d'autres Partenaires au développement du Sénégal pour la mise en œuvre d'actions conjointes.

Tous les mécanismes de coordination ont été mis en place. Globalement, ces mécanismes de coordination fonctionnent bien. Le partenariat entre l'équipe de pays des Nations Unies et le gouvernement a été étroit et globalement bien coordonné tout au long de la planification et de la mise en œuvre des plans de travail 2023. Plusieurs Agences interviennent dans les mêmes régions avec des sous bureaux de coordination régionale pour certaines.

La mise en œuvre l'UNSDCF en 2022 a permis de concrétiser l'engagement que le Système des Nations Unies a pris de ne laisser personne de côté et de prendre des mesures tangibles en faveur des populations vulnérables (enfants, jeunes, femmes, personnes vivant avec un handicap, les migrants etc.). Les besoins des populations vulnérables, en particulier les laissés pour compte, ont été pris en compte dans les interventions du SNU.

Les interventions se sont appuyées globalement sur les ressources régulières des Agences elles-mêmes. Ainsi, exceptés quelques projets /programmes conjoints existants actuellement (à multiplier dans l'avenir), l'approche unifiée de mobilisation des ressources conformément à la Réforme, a été faiblement mise en œuvre. Les résultats obtenus sont à la hauteur des ressources financières consommées. Sur cette base, on pourrait conclure, que la mise en œuvre de l'UNSDCF en 2022 a été efficiente

2.5 / Évaluations et leçons tirées



/ L'évaluation du cadre de Coopération 2019-2023 conduite au cours de l'année 2022 a dégagé sept leçons majeures de la mise en œuvre du CC au Sénégal. Il s'agit notamment de :

Leçon apprise 1 : les programmes conjoints aident à obtenir une plus grande cohérence au niveau des agences du Système des Nations Unies qui appuient les priorités et les besoins nationaux plus pressants. Les programmes conjoints contribuent à aider le Gouvernement à coordonner les programmes de développement.

Leçon apprise 2 : l'approche "Unis dans l'action" au sein du SNU, a permis aux Agences d'être proactives dans la recherche de solutions concertées en vue de répondre adéquatement aux urgences pour lesquelles le Gouvernement les sollicite.

Leçon apprise 3 : la gestion adaptative et la flexibilité de l'UNSDCF ont favorisé la prise en compte des défis émergents liés au contexte sanitaire de la pandémie de COVID 19. Cela permet de remettre à niveau la pertinence de l'UNSDCF, dans un environnement et un contexte évolutif.

Leçon apprise 4 : le fonctionnement du Comité Directeur du Plan cadre des Nations Unies est tributaire de son ancrage institutionnel.

Leçon apprise 5 : lorsque les groupes de résultats reposent sur des sous-groupes d'Effets, leur fonctionnement est optimal. Cela favorise une fluidité dans la collaboration inter-agences et une coordination efficace et efficiente des activités.

Leçon apprise 6 : lorsque les Agences développent des centres d'intérêts identiques, elles peuvent formuler et mettre en œuvre des projets conjoints pour accompagner les mêmes partenaires d'exécution afin d'éviter les doublons et de renforcer la synergie et la complémentarité d'actions.

Leçon apprise 7 : les programmes conjoints « FASS Emergent », et « Le cadre de réponse sanitaire et socioéconomique à l'impact de la COVID-19 du SNU » mis en œuvre dans le présent UNSDCF, ont contribué à poser les bases d'une véritable coordination des interventions conjointes des ASNU au Sénégal, ce qui donne plus de visibilité à l'approche « Unis dans l'action » pour plus de synergie et complémentarité.



/ **Recommandations :**

Renforcer la planification, la programmation et la mise en œuvre conjointe au sein du SNU afin de favoriser davantage l'inclusivité et la synergie d'actions dans le prochain Cadre de Coopération des Nations Unies pour le Développement.

Renforcer la participation du Gouvernement dans la mise en œuvre de l'UNSDCF afin d'assurer de façon permanente la pertinence des interventions du SNU par rapport aux besoins et priorités nationales.

Faire le plaidoyer pour un ancrage institutionnel fort de l'UNSDCF par la prise d'un décret fixant l'organisation et le fonctionnement du Comité de Pilotage.

Renforcer la coordination régionale entre les agences des Nations Unies pour tirer parti des avantages comparatifs et de l'expertise des différentes agences et attirer d'autres partenaires.

Impliquer davantage la Communication dans le processus de programmation, de mise en œuvre, de suivi et évaluation de l'UNSDCF



3 Priorités de l'équipe de pays des Nations Unies pour 2023

- Achever la mise en œuvre du Cadre de coopération 2019-2023 avec un bon taux d'exécution des activités qui devra améliorer le niveau d'atteinte des résultats.
- Finaliser le processus d'élaboration du nouveau Cadre de coopération 2024-2028 qui devra tirer les enseignements du présent cadre, s'aligner sur les priorités nationales, tenir compte des perspectives des populations vulnérables, « fit for purpose » et axer sur l'accélération de la mise en œuvre des ODD, y compris leur localisation ;
- Accompagner le Gouvernement dans la formulation du PAP3 et de finaliser la mise en œuvre du cadre de financement national intégré (INFF) pour une meilleure mobilisation des ressources pour le développement
- Continuer à soutenir le recensement en cours et appuyer l'ANSD à produire des données désagrégées pour faciliter le suivi des ODD.
- Promouvoir la bonne gouvernance et le déroulement pacifique des élections présidentielles de février 2024.
- Poursuivre les consultations régulières avec les groupes clé de la population (les femmes, jeunes, personnes vivant avec un handicap, la société civile, le secteur privé) afin de mieux intégrer leurs perspectives dans les programmes et les projets.
- Continuer d'appuyer le Gouvernement sur le projet du PSE Priorité Jeunesse 2035
- Soutenir l'accès aux services sociaux de base, en particulier le système éducatif, afin de s'assurer que les nouveaux arrivants sur le marché du travail disposent des compétences recherchées par le marché.
- Renforcer le soutien pour le système alimentaire en lien avec la stratégie du gouvernement visant à réduire la dépendance à l'égard des importations alimentaires
- Mettre en œuvre des projets transfrontalières avec les pays voisins pour promouvoir la cohésion sociale et la paix dans la région et dans la mise en œuvre de l'UNISS.
- Renforcer de manière coordonnée les dispositifs de prévention, de détection, de signalement, de prise en charge et de suivi des cas de protection, en particulier les violences faites aux enfants et les VBG/MGF, par chacun des services sectoriels au niveau local, dans le respect de leurs mandats.
- À cette fin, l'équipe de pays des Nations unies travaille sur une série d'actions visant à répondre aux domaines d'intérêt susmentionnés. Il s'agit notamment de tirer parti de son importante empreinte au Sénégal et de mieux utiliser l'expertise au sein de l'UNS, y compris les bureaux régionaux. Un exercice de configuration de l'équipe de pays des Nations unies prévu pour 2023 dans le cadre de l'élaboration du cadre de coopération de l'ONU 2024-2028 faciliterait cette démarche et permettrait également l'élaboration d'une programmation stratégique conjointe pour renforcer les interventions.
- L'équipe de pays des Nations unies a prévu de fournir des conseils politiques en temps opportun pour faciliter la réalisation des priorités nationales. De plus, soutenir les options de financement innovantes du gouvernement par exemple SDG bonds, afin de faciliter une meilleure mobilisation des ressources pour l'accélération des ODD dans une période où le financement par des capitaux internationaux est de plus en plus coûteux en raison de l'augmentation des taux d'intérêt mondiaux.



NATIONS UNIES
SENEGAL



Immeuble Wollé Ndiaye,
Route des Almadies
BP 154 - Dakar - Sénégal

Tél.: + 221 33 859 67 43
Email: contact@onusenegal.org
Site web: senegal.un.org